

Réflexions théoriques sur le problème des retraites

Une fois de plus une partie importante de la population française est dans la rue, et encore une fois parce que le gouvernement Philippe, après ceux de Rocard ou de Juppé entend « réformer » les retraites. Et tout le monde de me dire que décidément la France est irréformable, ce qui est une contre-vérité. Dans un monde qui a changé et qui continue de changer comme rarement dans l'histoire, la productivité du travail dans le secteur privé (c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par chaque travailleur) est parmi les plus fortes au monde, si ce n'est la plus forte. La conclusion est simple donc : le secteur privé n'a cessé de se reformer, et cela malgré les lois plus débiles les unes que les autres qui cherchaient à l'en empêcher.

Et donc, d'où vient cette légende que la France serait incapable de se reformer ? et ici la réponse est claire. Nous avons un Etat qui est à la fois obèse et mal géré et donc incapable d'avancer et de changer sans s'écrouler immédiatement sous son propre poids.

Et nous en avons un exemple parfait avec les retraites.

Pour bien comprendre quel est le problème, il nous faut revenir à ce qu'est la retraite.

Revenons en arrière.

Depuis un peu plus d'un siècle, la durée de vie ne cesse de s'allonger et il est apparu normal qu'un nouveau Droit émerge, celui de pouvoir arrêter de travailler quand la force physique ne permet plus de le faire, et c'est très bien ainsi.

Et là, il y a deux possibilités pour que le financement de ce droit soit assuré.

1. Le modèle « familial » dit de répartition : Ceux qui travaillent paient pour ceux qui ne travaillent plus.
2. Le modèle de l'épargne individuelle. Pendant toute ma vie, j'épargne pour pouvoir couler des jours heureux jusqu'à l'extinction des feux.

Pendant et après la seconde guerre mondiale, les gouvernements français ont choisi le modèle familial et pour une raison très simple. Ceux qui arrivaient à la retraite n'avaient eu aucune possibilité de se constituer la moindre épargne, celle-ci ayant été détruite par les deux guerres, l'inflation et la grande dépression. En 1945, le seul modèle opérationnel était donc la répartition et elle fut choisie.

C'est un bon système, pour peu que la démographie soit stable, or elle ne l'a pas été. Et c'est là le principal crime de tous nos gouvernements sans exception, depuis Giscard.

Alfred Sauvy ne cessait de dire qu'à partir de 2020, les choses deviendraient très difficiles et personne n'a bougé, tout le monde a menti, y compris le gouvernement actuel qui essaie de nous faire croire que tout pourrait s'arranger. La réalité est cependant que la retraite par répartition n'est plus viable et que les retraites vont voir leur pouvoir d'achat s'écrouler.

Pourquoi ?

D'abord pour des raisons démographiques. Tout le monde sait que de 1945 à 1962 nous avons eu un « baby-boom » et que ces classes d'âge furent particulièrement nombreuses. Tout le monde sait aussi qu'après 1962, la fertilité féminine baissa très fortement, ce qui au début ne posa pas trop de problèmes puisqu'il y avait un plus grand nombre de femmes en âge d'avoir des enfants, ce qui compensait le fait que chacune d'entre elle avait moins d'enfants, mais nous savons aussi que la fertilité a continué à baisser ce qui fait qu'aujourd'hui nous avons moins de femmes en âge d'enfanter et que chacune d'entre elles a moins d'enfants que sa mère et beaucoup moins que sa grand-mère.

Ce qui fait que ceux qui travaillent vont devoir payer de plus en plus pour ceux qui

ne travaillent plus et cela n'est pas une hypothèse mais une réalité.

Aucun problème dira le bobo au pouvoir, il n'y a qu'à importer plus de travailleurs des pays qui en ont trop et le problème sera réglé. C'est ce que vient de dire l'ignoramus en chef que notre Président a mis en charge de la réforme des retraites. Pourquoi est-ce idiot ? Parce que, comme je ne cesse de l'écrire, nous sommes en train de rentrer à toute vitesse dans la troisième révolution industrielle, celle de la connaissance et donc notre économie a besoin de gens extraordinairement bien formés. (Voir mon livre écrit il y a plus de dix ans « C'est une révolte, non Sire, c'est une révolution »). Nous n'avons plus besoin de bras comme en 1890 ou en 1950, mais de cerveaux, et la plupart des immigrants ne savent ni lire ni écrire et ne parlent pas le français, ce qui on en conviendra constitue un vrai problème dans une société de la connaissance et veut dire que les nouveaux entrants, loin d'atténuer les problèmes créés par les transferts sociaux vont les aggraver.

Venons-en à l'économie. Le principe de la retraite par répartition tel qu'il est appliqué en France implique que les retraités vont avoir un revenu soit constant soit en hausse en termes réels. Ils vivent donc dans un monde où leur futur est CERTAIN. Or le futur est INCERTAIN. Le simple fait que le futur des retraites est certain implique donc que le futur est encore plus incertain pour ceux qui travaillent encore.

Je m'explique.

Les retraites coûtent à peu près 14 % pour 100 de valeur ajoutée créée dans le pays. Si la valeur ajoutée créée l'année prochaine est de 102, il n'y aura aucun problème. Il n'y aura aucune difficulté à payer 14 aux retraites et le reste de la population pourra se répartir le reste soit $102 - 14 = 88$. Par contre si la valeur ajoutée tombe de 2 points l'année prochaine et qu'il faille payer 14, alors le reste de la population connaîtra une baisse de son niveau de vie, passant de 88 à 84, ce qui rendra la situation politique encore plus difficile.

Imaginons de plus que, de ce fait, les brillants sujets formés par les écoles et les universités françaises voient leurs charges fiscales et sociales augmenter très

fortement pour pouvoir payer les retraites et de leurs parents et de ceux qui n'ont pas eu d'enfants, tout en payant les charges pour ceux qui ne savent pas lire.

En termes clairs, cela voudra dire un niveau de vie beaucoup plus bas que celui auquel les Français compétents pourraient avoir droit s'ils allaient exercer leurs talents en dehors de France, dans des pays où existe des retraites par capitalisation (la Grande-Bretagne par exemple).

Et c'est ce qui se passe.

Quand je suis arrivé à Hong-Kong en 2002, il y avait 5000 français. Il y a en a maintenant 20000, c'est-à-dire plus que de Britanniques. Et partout où je vais, je rencontre des Gaulois pleins d'ardeur au travail en Grande-Bretagne, au Cambodge, au Vietnam, au Laos, en Amérique, au Canada, au Québec... Je ne doute pas qu'ils envoient des chèques à leurs parents (la France est avec les Philippines, le plus gros bénéficiaire de transferts familiaux venant de l'extérieur du pays), mais je les vois mal envoyer des chèques à ceux qui n'ont pas eu d'enfants et encore moins à ceux qui ne savent ni lire ni écrire.

Bref, la répartition c'est foutu et pour deux raisons : la démographie ne la supporte plus et l'économie a été très mal gérée, le signe en étant que la part du secteur privé dans l'économie n'a cessé de baisser, et nous nous trouvons donc devant un cas d'école où une promesse politique ne peut être tenue pour des raisons démographiques et économiques.

Venons-en à la capitalisation.

Dans ce système, chacun épargne pour son propre compte et celui qui épargne plus et qui gère mieux aura une retraite plus importante que celui qui n'épargne pas et/ou gère son argent comme un cochon, ce qui va apparaître comme extraordinairement injuste à toutes les cigales qui ne voient pas pourquoi les fourmis devraient passer un hiver tranquille alors qu'elles, elles crèvent de faim.

Mais là, je fais immédiatement une remarque. Imaginons qu'une fourmi décide

d'épargner comme seules les fourmis savent le faire et d'investir tout son argent **en France**. Eh bien, elle ne pourra pas avoir une rentabilité supérieure à la retraite par répartition, tout simplement parce que, sur le long-terme, la seule chose qui compte c'est la démographie. S'il n'y a pas d'enfants pour payer ses retraites, il n'y aura pas plus d'enfants pour lui louer son appartement ou sa maison au bord de la mer et il n'y aura pas plus d'enfant pour rembourser l'obligation de l'Etat Français qu'elle aurait soigneusement mis de côté dans son assurance vie.

Le VRAI, le SEUL avantage de la capitalisation est qu'elle vous permet d'investir dans une structure démographique différente de celle de votre pays.

Et la seule solution pour le lecteur de l'IDL qui en aurait les moyens est donc de déployer son épargne a 100 % en dehors de la France puisqu'il y a une chose dont je suis à peu près certain et c'est qu'un enfant qui n'est pas né aujourd'hui ne sera pas là dans vingt ou quarante ans. Il faut donc investir là où des enfants naissent, où un état de droit existe et où la retraite par capitalisation existe déjà.

Mais cette solution est bien entendue interdite par le législateur, qui dans sa grande sagesse a fait passer toute une série de lois et de règlements pour **vous** forcer à continuer à investir en France, que vous le vouliez ou non. Imaginez que vous soyez un docteur ou un avocat qui cotise à une retraite gérée par sa profession. Les placements de ces caisses, qui n'ont rien à voir avec l'Etat, sont cependant tous strictement encadrés. Par exemple beaucoup de ces organismes doivent avoir 50 % en obligations françaises ou de la zone Euro dans leurs livres, or, au jour d'aujourd'hui, ce sont les pires des placements : acheter une reconnaissance de dettes à quelqu'un qui va faire faillite est rarement rentable. Et pourtant l'Etat vous y force.

Qui plus, je suis à peu près certain que si les choses tournent mal pour le régime général, ces caisses seront nationalisées au nom de la Justice fiscale car voler leur épargne aux fourmis est la seule façon de maintenir en vie pendant quelques temps encore un système de répartition dont je rappelle qu'il ne peut plus fonctionner.

Nous sommes donc dans une situation très difficile

Réfléchissons ensemble en prenant quelques exemples.

- Le gouvernement Vénézuélien a garanti des retraites confortables à tous les citoyens, mais comme le pays est en faillite, rien n'est payé ou plutôt tout est payé dans une monnaie qui ne vaut plus rien. La première constatation est donc que la garantie du gouvernement ne vaut rien et que la seule nécessité est que le pays où je mets mon épargne soit bien géré. Ce qui exclue la France.
- Après avoir désindexé les retraites en Septembre 2019, le gouvernement français a fait pression sur la BCE pour que les taux d'intérêts soient négatifs, ce qui veut dire que le gouvernement refuse de payer pour avoir accès à l'épargne des retraités, ce qui n'est rien d'autre qu'un impôt sur les épargnants, les appauvrissant encore un peu plus. Comme l'a dit madame Lagarde, entre rémunérer l'épargne et créer des emplois, je choisis les emplois, ce qui prouve deux choses : que madame Lagarde ne comprend rien à l'économie et qu'elle se contrefout des retraités. Entre les retraités français et l'Euro qui nous tue, monsieur Macron et toute la technocratie mondialiste ont choisi l'Euro. Dont acte, mais tout retraité et tout épargnant français qui dans ces conditions garde des obligations françaises ou soutient monsieur Macron ou sa majorité n'aura que ce qu'il mérite : il vieillira dans un dénuement de plus en plus extrême.
- Les deux paragraphes précédents mettent en lumière que la retraite que vous a garanti le gouvernement ne suffira pas à maintenir votre niveau de vie et cela est CERTAIN.

Que faire

1. Si vous aimez votre métier et que cela soit possible, prenez votre retraite le plus tard possible, pour rester maître de votre vie, ou mieux encore, ne la prenez jamais.
2. Faites un bilan de vos actifs et réorganisez-les du mieux possible. Pour celui qui aurait des biens fonciers de grande valeur et une retraite, il serait bien d'alléger sur le foncier pour se constituer une retraite bien à lui en investissant hors de France les sommes ainsi libérées dans des pays ayant

une bonne démographie dans la mesure où l'immobilier français est très cher par rapport aux actions dans toute une série de pays sérieux. Une autre bonne façon de le faire est d'investir dans des sociétés françaises n'ayant rien à voir avec l'Etat et qui seraient déjà présentes dans ces pays (voir la liste dans l'un de mes derniers articles, celui sur « la Bourse, ce n'est pas pour moi... »). Et encore une fois, vendre toutes les obligations françaises, surtout si elles sont dans une assurance-vie

3. Pour les jeunes qui ne sont pas encore à la retraite, envisager d'aller passer quelques années en dehors de France pour se constituer un capital financier sans être massacré par les impôts me semble judicieux. En tout cas, c'est ce que j'ai fait.

En conclusion, et comme toujours, vous devez réfléchir à long-terme et vous occuper de vous-même, Essayez de mener cette réflexion en famille si vous le pouvez car la famille reste le cœur de toute solidarité.

Personne d'autre ne le fera à votre place et surtout pas les hommes politiques.

Après tout, et comme le disait Chirac, « les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui les croient. »

Françaises, français : cette année c'était très bien, les choses vont beaucoup mieux que l'an prochain

Vœux de Coluche au pays.

Je ne sais pas si c'est parce que je deviens vieux, mais j'ai vraiment l'impression que tout ce dont s'occupe l'état dans notre merveilleux pays fout le camp à toute

allure.

Est-ce à cause de la paupérisation de l'état que craignait tant ce pauvre Rocard il y a quelques décennies ? Voilà une thèse intéressante, mais qui n'est pas supportée par les chiffres. Depuis les années Rocard, le poids de l'Etat Français est monté de près de 10 points en pourcentage du PIB et la pression fiscale est montée d'autant. Du coup, et comme chacun le sait, le poids de l'Etat dans l'économie française atteint près de 57 % du PIB ce qui fait de nous, le recordman parmi les pays de l'OCDE. Et comme ces dépenses ne réussissent pas à être couvertes par des rentrées, il nous faut emprunter le solde, habituellement appelé « déficit » par les mauvais esprits et la somme de ces déficits a un nom qui s'appelle « la dette » laquelle n'est, comme chacun sait, que de l'impôt différé. Nous laisserons bien entendu à nos enfants et à nos petits -enfants le soin de la payer.

Il me faut remarquer ici qu'enfants et petits enfants n'auront en rien voté pour ces impôts qui vont leur tomber dessus. Voilà qui est profondément antidémocratique puisque la Démocratie a commencé avec le vote de l'impôt par le Parlement Britannique en 1689, pour pouvoir contrôler l'état. En empruntant l'état se libère de cette obligation de faire voter les impôts par ceux qui les paieront, ce qui est indigne.

La première des choses qu'il faudrait faire serait donc d'interdire à l'Etat français d'avoir des budgets en déséquilibre, en rendant l'émission de dette par l'Etat inconstitutionnelle, comme c'est le cas déjà dans certains pays.

La première conclusion de cet article est donc simple : la paupérisation de l'état tant redoutée par ce bon socialiste qu'était Rocard a été évitée puisque notre Moloch a vu ses rations augmentées année après année et donc tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes

Nous allons partir donc du constat indiscutable que les ressources de l'état ont prodigieusement augmentées depuis monsieur Rocard et tel Sherlock Holmes, nous allons essayer de déterminer qui a bénéficié de ce gigantesque accroissement parmi tous les groupes qui ont le droit de s'abreuvoir au puits sans

fond du budget, comme l'aurait dit le maire de Champagnac...

Vérifions secteur par secteur en commençant par les domaines régaliens qui justifient que l'état se soit vu confier le « monopole de la violence légitime » pour PROTEGER les citoyens contre les dangers extérieurs ou intérieurs : Armée, Diplomatie, Police, Justice.

Armée. Les contacts que je peux avoir à l'intérieur de cette noble institution me disent que jamais la misère militaire n'a été plus grande. Avions, dont un sur six peut voler, total des troupes en état de combattre à un plus bas historique qui ne remplirait pas le Stade de France, hémorragie des talents, découragement, primauté donnée aux officiers « politiques », missions incompréhensibles... Qui plus est, l'un des premiers actes du Président nouvellement élu fut de virer le chef des armées et de baisser le budget des armées, ce qui a laissé des traces profondes...

Diplomatie. Au moment où le réveil des peuples devient de plus en plus visible, la diplomatie française n'a qu'un objectif, continuer la destruction de la Nation au profit d'une chimère, l'Etat Européen dont plus personne ne veut comme en témoigne les événements en Hongrie, Pologne, Italie sans parler de la Grande-Bretagne, en train de larguer à nouveau les amarres vers le grand large. Et on voit mal comment les coups de menton de notre cher Président sur l'Iran ou sur l'OTAN ajoute quoique ce soit au prestige de la France à l'étranger. Parler de foutre en l'air l'OTAN quand on fait tout pour détruire l'armée française relève d'une confusion mentale qui ne peut exister que chez les partisans de » l'en même temps «

Police : De l'avis général, la criminalité est en hausse partout, les attaques contre les biens et les personnes se multiplient, deux églises seraient attaquées chaque jour, des pans entiers du territoire sont devenues des zones de non-droit où les forces de l'ordre ne peuvent plus pénétrer. Par contre, l'usage d'une extrême violence par la Police contre des citoyens français manifestant contre la baisse de leurs niveaux de vie a été autorisé, voir encouragé, par le pouvoir en place et cette violence a entraîné de nombreux blessés graves et des condamnations multiples en justice...

Ce qui nous amène à la Justice, secteur sinistré s'il en fut, où semblent n'exister

que deux groupes : ceux qui obéissent aux ordres du pouvoir et ceux qui défendent une idéologie qui soutient que les coupables sont innocents et les innocents coupables. Et du coup, si vous voulez faire rire dans un café, vous dites haut et fort « je fais confiance à la justice de mon pays » et vous voyez tout le monde s'écrouler de rire.

Le moins que l'on puisse dire est donc que la croissance ininterrompue de notre état n'a pas profité aux domaines régaliens. En effet, jamais le citoyen français n'a été aussi mal protégé ni aussi mal défendu et rarement notre prestige a l'étranger a-t-il été aussi bas.

Et donc j'en conclus que notre pognon n'est pas allé dans ces domaines.

Venons-en aux autres domaines dont l'état s'est cru autorisé à prendre le contrôle.

Commençons par la santé. Tous les jours je passe devant deux hôpitaux, qui sont en grève tous les deux, et j'imagine donc que cela doit être le cas un peu partout en France. Quand on va parler aux grévistes, ils expliquent que les urgences sont un vrai désastre et qu'il n'y a plus un rond dans les caisses. Et quand l'on se balade en province, c'est pour entendre dire qu'hôpitaux et maternités ferment un peu partout. L'extraordinaire conscience professionnelle des personnels empêche que cela se termine en drame, mais je crois pouvoir conclure que les hôpitaux n'ont pas été les grands bénéficiaires de tout cet argent que l'on nous a pris.

Venons-en à l'éducation. Dans ma jeunesse l'école Républicaine faisait la fierté justifiée de notre pays. En quarante ans, et selon un livre célèbre, elle est devenue une « fabrique de crétins » dans laquelle les tous meilleurs professeurs ont vu leur prestige et leur niveau de vie baisser sans discontinuer, et j'ai vu ce phénomène de prolétarisation du personnel enseignant se produire dans ma famille. En parallèle, et pour combler ce trou noir, j'ai vu apparaître des dizaines d'écoles de 'management » ou de « gestion », toutes fort chères et que les pauvres parents devaient payer à leur progéniture après avoir payé leurs impôts. Et donc ce n'est pas dans l'éducation qu'a été notre argent.

Passons à la Culture, qui paraît -il nous coûte fort cher, juste pour remarquer que pour la première fois depuis mille ans, il n'y a plus un seul grand intellectuel français, ni un grand peintre, ni un grand musicien, ni un grand dramaturge connu dans le monde entier et que cette disparition a commencé avec la prise de contrôle par la Gauche du Ministère de la Culture. Il est donc probable que la culture officielle ait reçu un peu de cet argent, mais pour le bien de notre pays, il eût mieux valu que le Ministère de la Culture n'ait jamais été créé. En ce qui concerne la Culture, remarquons aussi que ceux qui ont pris le contrôle des médias n'ont qu'une ambition, être les seuls à parler dans le poste et surtout empêcher tous ceux qui ne seraient pas d'accord d'en approcher et que ce but est parfaitement atteint, avec l'aide de leurs copains dans le système judiciaire.

Venons-en à l'aménagement du territoire, grande responsabilité de l'état s'il en fut.

Là, le désastre est total.

Au centre de chaque zone urbaine, nous avons les bobos qui ont chassé les non-bobos grâce à une hausse des prix de l'immobilier insensée, en auréole autour des bobos, les travailleurs immigrés, qui travaillent pour les bobos et qui eux reçoivent de multiples subventions (tiens, j'ai trouvé peut-être une partie de là où allait notre argent) et tout là-bas, dans le fond, là où personne ne va jamais les gilets jaunes, les « anciens français » qui eux ne reçoivent pas grand-chose et paient beaucoup.

Dans la partie aménagement du territoire faisons passer l'agriculture qui est un véritable désastre puisque la France serait en train de devenir, pour la première fois de son histoire, importatrice nette de produits agricoles et finissons en disant que la paysannerie crève de faim et le tableau sera comblé. Quant aux transports en commun, ils sont parfaitement organisés pour que le bobo Parisien puisse aller voir sans perdre de temps ses copains bobo à Bordeaux, Bruxelles, Lyon ou Genève, mais les trains de banlieue qui permettraient à la France de la périphérie de venir travailler chez les bobos sont laissés à l'abandon, car après tout, les bobos détestent la concurrence qui pourrait faire baisser leurs salaires

Résumons-nous

Les domaines régaliens sont un désastre

La santé, l'éducation, l'aménagement du territoire, la Culture, n'ont jamais aussi mal marché

Rien ne marche mieux qu'il y a dix ou vingt ans

Ce qui laisse entier mon problème de départ : Certes, je constate que le poids de l'état s'est beaucoup accru dans les trente dernières années, certes, je vois que mes impôts augmentent années après années, mais je n'ai toujours pas la moindre idée de là où sont allées toutes ces sommes astronomiques.

Et ayant commencé avec Coluche, je me vois obligé de passer à Jean Yann, qui posait fréquemment la seule question qui compte en politique « Mais OU passe notre pognon » question qui comme je ne cesse de l'écrire est la source même de la Démocratie et qui n'a rien, mais rien de populiste.

Et à cela hélas, il n'y a qu'une réponse : si l'argent ne va pas là où il devrait aller, c'est qu'il va ailleurs et qu'il n'est pas perdu pour tout le monde.

De nombreuses études depuis plusieurs années ont montré une corrélation quasiment parfaite entre poids de l'état dans l'économie et corruption dans l'état. Et donc je dois conclure que règne en France une corruption inimaginable et qui prend sans doute trois formes

Corruption sur les systèmes sociaux. En France, il y aurait 110 millions de cartes vitales et 67 millions de citoyens. Curieux... Dans cette catégorie, on doit sans doute mettre le tourisme médical qui explique peut-être en partie l'écroulement financiers des hôpitaux français. Dans le même sujet, on peut sans doute découvrir que les allocations chômage ou les arrêts maladies bénéficient peut-être d'une certaine indulgence ici ou là...

Corruption passive par des employés administratifs qui littéralement sont payés à ne rien foutre. Si je regarde ma note d'eau actuelle, aux environ de 2000 e par an, 800 e sont consacrés à l'eau et 1200 e au paiement d'impôts de taxes et de mystérieuses charges appelées charges d'intercommunalité. Il y a vingt ans, ma note d'eau correspondait à ma consommation d'eau. Même chose pour ma consommation d'électricité ou de gaz. Aujourd'hui, je paye des d'impôts qui financent les faux emplois créés partout en France par la soi-disant décentralisation et ces faux emplois sont une forme particulièrement insidieuse de corruption et ils coutent le plus cher aux plus pauvres.

Et bien sûr, n'oublions pas la corruption active qui relie certaines zones de l'Etat à certaines parties de l'économie, reliées entre elles par le merveilleux capitalisme de connivence. Je ne peux m'empêcher de sourire quand je vois que la personne qui était chargée de contrôler les banques dans l'organisme créé à cet effet et qui venait de l'inspection des finances donner sa démission pour retourner l'inspection, avant sans doute d'être nommée à la tête de l'une de ces grandes banques qu'elle était chargée de contrôler avec un zèle dont je ne doute pas une seconde qu'il ait été à la fois admirable et désintéressé. Et je me demande en quoi le travail de madame Royal, ambassadrice auprès des Pôles (?) est il utile au contribuable français ? Et que font exactement ces hautes autorités et autres conseilles stratégiques auprès du premier ministre ?

Bref, il n'y a qu'une seule explication à la misère qui se répand en France : La corruption qui a gangrené tout le système étatique et social et une bonne partie du système économique.

Et là, puisque j'ai déjà cité deux comiques, il me faut en citer un troisième, beaucoup moins drôle que les deux autres, je veux parler bien sûr de François Hollande qui dans une fameuse interview avait dit « De toutes façons, ça ne coute rien puisque c'est l'état qui paye.

Comme le disent les Chinois, les poissons pourrissent toujours par la tête. Quand le chef de l'état explique que voler ou gaspiller n'ont aucune conséquence pour peu que la victime soit l'état il avoue sans aucune vergogne l'étendue du désastre. Pour beaucoup de français, à l'évidence, l'état est devenu un moyen de vivre aux

dépens des autres sans travailler, comme le disait Bastiat, ce qui veut dire que ces gens sont devenus des passagers clandestins dans leur propre pays. En économie, l'on a coutume de parler des problèmes que posent les passagers clandestins, par exemple dans les transports en commun. Quand les passagers clandestins deviennent trop nombreux, la faillite devient en effet inévitable. Le drame de la France est qu'il y a trop de passagers clandestins et que là où ils sont les plus nombreux c'est au sommet de l'état, ce qui empêche toute réforme.

Nous avons donc vraiment besoin et d'un audit des dépenses de l'état et du referendum d'initiative populaire, et le plus vite possible, autrement la destination finale est évidente. Car si l'état n'assure plus ses missions, alors la violence légale devient illégitime. Et là, nous aurons un problème, un vrai...

Bruxit, ou pourquoi et comment il faut sauver l'Europe.

Depuis des mois, je m'en vais répétant partout que la seule solution pour l'Europe consiste à organiser le "Bruxit". En fait, nous n'avons besoin ni du Frexit, ni du Brexit ni de l'Ita-uscita mais du Bruxit, ce qui revient à dire qu'il nous faut défaire tout ce qui a été fait en Europe depuis que monsieur Delors est arrivé à Bruxelles comme patron de la Commission en 1985.

Procédons à un petit rappel.

Avant Delors, Bruxelles était un endroit où les pouvoirs nationaux légitimement élus venaient discuter de la meilleure façon de commercer entre eux et comment régler les litiges qui ne manqueraient pas de se produire, sans pour cela procéder à « la mobilisation générale qui n'est pas la guerre ». La Commission n'était qu'un outil technique préparant les dossiers. Mais nul n'avait le moindre doute sur la prééminence des « souverains-élus » locaux sur la technocratie Bruxelloise, la

politique de la chaise vide de de Gaulle n'envoyant personne à Bruxelles pendant 6 mois en étant une illustration parfaite.

Après Delors, le Président de la Commission Européenne est invité dans tous les sommets mondiaux, l'Europe se découvre avoir besoin d'un corps diplomatique, des études sont menées pour introduire une monnaie unique, qui est créée, les traités se suivent et ressemblent fâcheusement à des Constitutions qui ont été refusées par les peuples lors des referendums mais adoptées quand même par des parlementaires sans honneur et sans courage, bref les années Delors et celles qui suivent sont celles où la moitié des peuples européens, en Europe de l'est recouvrent leur souveraineté, leur liberté et leur droit à leur identité, avec la chute de l'URSS, tandis que dans l'autre moitié de l'Europe, celle qui était restée libre, on voit des Chirac, des Sarkozy, des Blair, des Brown, des Major vendre la souveraineté de leur nation pour un plat de lentilles au profit d'un projet aussi débile que le fut celui de l'URSS.

Rappelons quelques faits.

En 1945, après la défaite allemande, l'Europe est vraiment au tapis pour le compte. La Grande-Bretagne est ruinée et exsangue, la France au bord de la guerre civile entre communistes et reste du pays, L'Italie et l'Espagne hors du jeu, les Russes à Vienne ...

Le futur s'annonce sombre.

Deux idées, toutes les deux fort anciennes, sont alors portées par deux groupes différents comme seules solutions à la rivalité franco-allemande arbitrée par la Grande-Bretagne qui a mis l'Europe à feu et à sang depuis 1789 et qui a fini par détruire le vieux continent.

- Le premier représentait ce que l'on a appelé ensuite le « capitalisme Rhénan », c'est-à-dire qu'elle était composée des gens profondément catholiques tels l'Allemand Adenauer, l'Italien de Gasperi, le Français Robert Schuman, conseillés par la diplomatie Vaticane (Pie XII) et tous ces gens se parlaient entre eux en allemand. Le but était de recréer l'Europe

du moyen-âge fondé sur le principe dit de subsidiarité : tout ce qui pouvait être réglé à l'échelle locale devait l'être. Si un problème était trop important, il montait à l'échelon suivant, on passait de la paroisse à l'évêché, puis au synode des évêques pour finir à Rome qui était une espèce de cour d'arbitrage qui empêchait la montée aux extrêmes en cas de guerre. Dans le schéma moderne, on remplaçait Rome par Bruxelles et le tour était joué. Le but final était de recréer l'Europe « espace d'expérimentations » pour essayer des formules différentes de gouvernement, aristocratie élective à Venise, royauté centralisée en France, alliance curieuse et sans précédent historique comme la Ligue Hanséatique, ville-état comme Florence, théocratie comme Rome etc... Chaque « souverain » avait le droit de choisir la solution qu'il préférait ce qui assurait la concurrence des systèmes, mais tous étaient de civilisation Chrétienne. Le principe de base était dans le fond l'Unité dans la Civilisation et la Diversité dans les gouvernements.

- Le deuxième entendait revenir à la centralisation qui avait fait la force de l'Empire Romain, le spectre qui hante l'Europe depuis bien longtemps. Là, le but était de créer une Europe « puissance », non pas gérée à partir de la base, mais à partir du sommet par une classe de gens non représentatifs des diverses nations mais tous attachés à la gloire de la puissance centrale. Il ne s'agit en rien d'une Europe de la diversité, mais d'une tentative, une de plus, après Charlemagne, Charles Quint, Louis XIV, Napoléon, Hitler, Staline de recréer une Europe puissance sur le modèle de l'Empire Romain. A l'origine de cette idée, toute une école de pensée tirée par Jean Monnet, qui haïssait la Démocratie et la Nation.

Inutile de souligner que Delors depuis toujours était un ardent partisan de cette façon de voir et quand l'Allemagne se réunifia, il vit l'ouverture, fit jouer la peur d'une domination allemande sur le reste de l'Europe et se précipita pour imposer l'Europe-État, puissance non démocratique dont il rêvait depuis toujours.

Et c'est là que commencèrent tous les abandons de souveraineté et la marche inexorable vers ce qu'il faut bien appeler le « centralisme non démocratique » que nous subissons aujourd'hui. Création de l'Euro, Cour Européenne de Justice, Commission européenne à la fois pouvoir législatif et exécutif, Cour des Droits de l'Homme, supériorité du Droit Européen sur les Droits Nationaux, perte de contrôle

et sur nos frontières et sur nos contrôles aux frontières, Cour de Justice Pénale internationale à La Haye, que sais-je encore...

Le but était de remplacer la démocratie représentative, qui trouvait sa légitimité dans le fait que l'on pouvait virer les incompetents de temps en temps, par une technocratie non élue qui trouvait sa légitimité dans la décision de juges qui ne représentaient encore et toujours qu'eux-mêmes. **L'Europe grâce à monsieur Delors est devenue de fait un gouvernement des Juges soutenant une technocratie.** Et le principe de base de cette construction monstrueuse est ce que Jean Monnet, encore lui, appelait l'effet de cliquet, que l'on peut résumer comme suit : dès qu'un pouvoir ou une souveraineté a été transférée vers le centre, elle ne peut plus jamais revenir en arrière. Le mouvement d'abandon de pouvoir ne peut aller que de la périphérie vers le centre, mais JAMAIS du centre vers la périphérie. Tout pouvoir abandonné par un Peuple est abandonné pour toujours.

Cette Europe-là, haïssable entre toutes, est en train d'échouer piteusement et pour l'instant, cela ne se passe pas dans le sang ce qui est une bonne chose. Car les Peuples ne veulent abandonner ni leur Identité, ni leur Souveraineté et le clash entre les Peuples et la Nomenklatura non élue ne fait que s'amplifier. Brexit, Gilets Jaunes, Orban, Salvini, Vox, partout les Peuples grondent et seuls les media et la classe technocratique n'entendent rien.

Et depuis toujours, je pense et je dis que la rupture se produira à cause de l'Euro et de l'effet de cliquet que j'ai décrit un peu plus haut.

Je m'explique.

Un jour l'Euro va sauter. Déjà, il est en survie artificielle, déjà son maintien en soins intensifs appauvrit tous les retraités dont les pensions ne peuvent que baisser puisque les taux d'intérêts sont négatifs. Les Pays Bas viennent d'annoncer que les retraites ne pourront être servies au niveau attendu par les retraités et qu'elles vont baisser à partir de l'an prochain, alors même que ce pays est le plus riche de la zone Euro et que ses fonds de retraite étaient largement capitalisés.

Si c'est le cas chez les Bataves, imaginez ce qui va se passer en Italie, en France ou en Espagne.

Les taux négatifs, comme je ne cesse de l'écrire depuis un grand moment, détruisent partout en Europe l'épargne longue et avec cette destruction disparaît la possibilité de prendre sa retraite. Le Président « *en même temps* » essaie de faire croire aux Français que leur système de retraite peut être réformé alors qu'il n'en est rien, puisque la rentabilité de l'épargne est négative. De Gaulle disait qu'en politique, le difficile n'était pas de choisir entre une bonne et une mauvaise solution mais entre deux mauvaises. Nous sommes arrivés, hélas, au moment que je craignais entre tous, et où il va falloir choisir entre nos systèmes de retraite et l'Euro, et notre Roi-enfant (malheur à la Ville dont le roi est un enfant) a choisi l'Euro. La révolte du peuple ne fait donc que commencer.

Et c'est là que les choses vont se gâter. Car les fous qui ont créé l'Euro ont inscrit dans les traités créant ce monstre financier que si l'un des pays sortait de l'Euro, alors il sortait aussi automatiquement de la construction Européenne, ce qui chacun en conviendra est une merveilleuse application de l'effet cliquet. On ne peut s'empêcher de penser à l'enfer de Dante : '*Vous qui entrez ici, perdez tout espoir* »

Et là, je crains le pire

Car si l'Italie venait à sortir de l'Euro avec le retour de monsieur Salvini aux affaires début 2020, ce qui me paraît très probable, l'Euro viendrait à disparaître immédiatement et toute la construction politique et économique qui avait été faite du traité de Rome en 1956 à l'arrivée de monsieur Delors en 1995 disparaîtrait également et ce serait un désastre, un vrai. J'imagine déjà l'arrivée au pouvoir des Mélenchon de droite et de gauche qui nous proposeraient pour la France le modèle Vénézuélien ou Cubain comme alternative et l'Europe se retrouverait instantanément dans une période aussi stupide que celle qui a suivi la guerre de 1914. Et je n'ai pas le moindre doute que tous ces bienfaiteurs de l'Humanité nous expliqueront alors que l'Europe ayant été une construction libérale, la solution sera de revenir à l'étatisme et au protectionnisme pur et dur et que pour atteindre

ce but, il leur faut accaparer plus de pouvoir.

Et ce raisonnement s'appuiera sur un mensonge. L'Europe de 1956 à 1985 était une construction libérale, cela est vrai.

Depuis 1985, toute la construction européenne a été faite contre la démocratie et contre le marché libre. Le coup d'État organisé par messieurs Delors, Trichet... a été fait au profit du capitalisme de connivence organisé autour de groupes de pression à Bruxelles et le but n'était en rien d'aboutir à plus de liberté mais d'organiser le système économique au profit du grand banditisme.

Il me semble donc que chaque élu, chaque groupe de réflexion devrait commencer à réfléchir dès maintenant sur la marche à suivre lorsque l'Euro disparaîtra, car il disparaîtra comme l'URSS a disparu, et pour les mêmes raisons.

Il faudrait que ces groupes de réflexion contactent des groupes similaires qui se créeraient dans d'autres pays et tout ce joli monde devrait réfléchir à la façon de revenir vers ce qui a existé avant Delors, c'est-à-dire vers une construction européenne fondée sur la suprématie de la souveraineté nationale et sur le respect de l'identité de chacune des populations.

Pour cela, il faut abolir la Commission, qui est une monstruosité constitutionnelle, remplacer le Parlement Européen par la possibilité pour chaque pays d'avoir des referendum d'initiative populaire dès qu'une question touche de près ou de loin à la Souveraineté Nationale, abolir les cours de justice européenne qui n'ont pas lieu d'être, restaurer la prééminence des droits nationaux, interdire aux états de détenir ou de subventionner des organes de presse, interdire que ces groupes de media soient détenus par autre chose que par des actionnaires individuels, en bref, enlever leur pouvoir aux capitalistes de connivence et à leurs valets dans les media, pour le rendre aux citoyens. Il faudrait également au niveau européen interdire l'usage de la dette et des déficits budgétaires qui ne sont que des impôts qui seront prélevés au profit des générations actuelles et au détriment des générations à venir puisque c'est elles qui devront la rembourser alors même qu'elles n'auraient jamais voté ces impôts.

Je n'ai pas le moindre doute que si nous allions dans cette direction, alors la Grande-Bretagne redemanderait immédiatement de revenir en Europe et que l'Europe redeviendrait la lumière du monde.

Les fonctions de la monnaie.

Souvenirs, souvenirs...

Nous sommes en Octobre 1963 et un jeune étudiant (moi) s'apprête à entendre son premier cours d'économie, délivré par le Professeur Cluseau, agrégé dans la matière. Et cette introduction porte sur les « fonctions de la monnaie » que j'utilisai déjà, mais dont je ne savais pas qu'elle avait des fonctions. Et là, il apprend avec émerveillement qu'une monnaie doit remplir trois fonctions

1. Elle doit être un moyen d'échange, pour éviter le troc et faciliter le commerce.
2. Elle doit être un étalon de valeur, tout service et tout bien ayant un prix dans cet étalon, y compris elle-même, et ce prix c'est le taux d'intérêt.
3. Et enfin, elle doit être une réserve de valeur, c'est à dire que si je ne l'utilise pas aujourd'hui, je pourrai l'utiliser pour acheter ce dont j'aurai besoin une journée ou un an plus tard.

Le jeune étudiant (toujours moi), émerveillé par tant de profondeur se sentit un peu comme monsieur Jourdain qui ne savait pas qu'il parlait en prose...

Et depuis, je n'ai pas cessé de réfléchir sur la monnaie et j'y ai même consacré

plusieurs chroniques sur ce site en plus de quelques livres, où j'essayais d'expliquer pourquoi la monnaie avait de la valeur alors qu'elle ne coutait rien à produire.

Et les conclusions auxquelles je suis arrivé après cinquante ans de réflexion étaient que Platon avait raison quand il affirmait que la monnaie était une convention sociale et que le Christ avait quant à lui parfaitement identifié la nature étatique de la monnaie quand il disait « *rendez à César (César c'est l'État) ce qui est à César (la pièce de monnaie) et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

Dans le fond, l'État, émanation d'une Nation, c'est-à-dire d'une volonté de vivre ensemble, a reçu de cette Nation le monopole de la violence légitime qui est sa prérogative essentielle pour lever des impôts pour, au strict minimum, défendre cette Nation au travers de sa police et de sa justice (paix intérieure) et de sa diplomatie et de ses armées (paix extérieure).

Le problème évidemment est que si César contrôle la monnaie, qu'elle ne coute rien à produire et qu'il commence à avoir des trous à la fin de chaque mois, il est à craindre qu'il commence à manipuler la monnaie pour atténuer ses difficultés de trésorerie.

Et les exemples historiques ne manquent pas, depuis Philippe le Bel qui dévalua au moins 12 fois la monnaie dans laquelle il s'était endetté tout en envoyant au bucher les Templiers qui avaient commis l'erreur de lui prêter de l'argent qui ne pouvait être dévalué, en passant par la Révolution Française qui transforma la dette de la France en assignats (c'est-à-dire en papier sans aucune valeur), ruinant de ce fait tous les rentiers de l'époque, et en finissant par la période actuelle ou ceux qui ont prêté de l'argent à l'État se voient obligés de payer pour ce privilège...

Et tout cela parce que notre État vit au-dessus de ses moyens depuis des lustres.

En général, celui qui dépense plus qu'il ne gagne finit toujours par faire faillite. Et la question est donc : l'État Français va-t-il faire faillite ?

Réfléchissons deux minutes.

Dans le secteur privé, si quelqu'un a emprunté trop d'argent et ne peut pas rembourser, en général cette personne est déclarée en faillite et les prêteurs essaient de récupérer tout ou partie de leurs prêts en s'emparant des actifs du failli.

Voilà qui **est impossible** quand il s'agit du souverain.

Un État ne **peut pas** faire faillite et on ne peut pas s'emparer de ses biens pour solder les dettes qu'il aurait encouru. Quand un souverain fait défaut, ce n'est pas lui qui perd de l'argent, ce sont ceux qui lui ont prêté de l'argent qui du coup sautent comme des bouchons, telles les banques Italiennes au XVI -ème siècle quand l'Espagne cessa de payer ses dettes, les bourgeois français quand les communistes refusèrent de rembourser les dettes du Tzar et demain les pauvres retraités français qui ont fait confiance à l'État...

Pour renverser une phrase célèbre, l'état en matière financière est coupable, mais certainement pas responsable.

Avant d'arriver au défaut de paiement et comme le personnel de l'État est tout sauf bête, il va essayer en tout premier d'enlever à la monnaie l'une de ses trois fonctions, la fonction « réserve de valeur » car après tout le plus facile est d'essayer de rembourser en monnaie de singe ce qui avait été emprunté en espèces sonnantes et trébuchantes. Ce qu'il peut faire puisqu'il est le Souverain qui peut changer les termes du contrat qu'il a passé avec les prêteurs.

Et là, l'imagination des gouvernements pour ne pas rembourser la contre-valeur de ce qui avait été emprunté a été prodigieuse. Tout a été essayé, ou presque et voici quelques exemples, loin d'être exhaustifs.

- A l'époque de l'étalon or et comme la dette était en franc français défini par un poids d'or, le plus simple était de diminuer ce poids par FF et presto, la dette était allégée d'autant. C'est ce que les gouvernements

français firent avec entrain de 1918 à 1969.

- Une autre technique, utilisée en 1797 lors de la banqueroute des deux tiers, consiste à rembourser uniquement une partie de la dette, dans ce cas-là un tiers, et de ruiner tranquillement les épargnants, le motif étant donné par le ministre des finances de l'époque : « *J'efface les conséquences des erreurs du passé pour donner à l'État les moyens de son avenir* ». Ben voyons... Cette solution a été retenue récemment dans le cas de la Grèce lors de la crise Grecque de 2010 et elle me paraît avoir un bel avenir devant elle.
- Un autre moyen, qui se rapproche du premier, consiste à suivre une politique monétaire très inflationniste. Et comme la dette est en monnaie nominale, avec une inflation de 10 % par an, la valeur de la dette baisse de 50 % en 7 ans, ce qui fut fait un peu partout dans le monde pendant les années 70.
- On trouve de nombreux exemples aussi de cas où les épargnants ont été encouragés amicalement à grands coups de pieds dans le derrière (c'est-à-dire forcés) à acheter de la dette étatique alors qu'ils n'en avaient pas la moindre intention. Imaginons par exemple que certaines banques connaissent des difficultés parce qu'elles seraient bourrées de dettes étatiques qu'on les a forcés à acheter et que ces obligations ne valent plus grand-chose. Il va falloir donc procéder à une augmentation de capital... Très simple, les dépôts bancaires faits par vous et moi dans notre banque seront confisqués pour souscrire à l'augmentation de capital de ladite banque avec laquelle la banque achètera des obligations... d'État, placement sans risque par excellence puisque l'État ne peut faire faillite. Tout cela est déjà prévu par une législation Européenne et ne saurait tarder puisque le ministre des finances allemand propose un accord européen pour « mutualiser » ce genre d'opérations qui sera nécessaire quand la Deutsche Bank va sauter, ce qui ne saurait tarder.

Mais les génies qui nous gouvernent doivent aussi faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le SERVICE de la dette soit le plus bas possible.

Après tout, ce n'est pas la même chose si vous avez 100 de dettes et que vous payez chaque année 0 % ou 10 % d'intérêts.

Et comme SEUL le service de la dette est intégré dans le calcul du déficit budgétaire, il est donc de l'intérêt de l'état d'avoir les taux d'intérêts les plus bas possibles pour tenir les fameux 3 % du PIB de déficit maximal, nouvelle ligne Maginot inventée de toutes pièces par la technocratie Bruxelloise, et pour cela nos hommes de gouvernement ont toujours inventé des avantages fiscaux du style de l'assurance vie en France pour inciter les épargnants à se précipiter sur les OAT...

Ce qui me permet de rappeler une de mes règles essentielles pour quiconque veut rester libre : N'achetez JAMAIS quoi que ce soit à cause d'un avantage fiscal. Si c'était un bon produit, il n'aurait pas besoin de cet avantage.

Mais le coup de génie dans cette recherche éperdue de taux d'intérêts les plus bas possibles, c'est monsieur Draghi qui l'a eu en permettant à la BCE d'acheter des obligations d'État directement, en créant de la monnaie « ex nihilo ».

Voilà qui fait que les taux d'intérêts que paye l'État Français n'ont plus rien à voir **avec des prix de marché**, ce qui est bien pratique.

Prenons l'exemple de la France. En raison de notre incontinence budgétaire perpétuelle, la dette a quasiment quadruplé depuis que l'Euro existe (Et portant, monsieur Attali nous avait expliqué que l'Euro forcerait l'État à se reformer. Curieux comme un homme aussi compétent, si on l'en croit, ne cesse d'avoir tort. J'aimerais bien voir les résultats du portefeuille de monsieur Attali ... ». Mais les taux ont diminué de 80 % pendant la même période puisque la banque centrale achète les obligations sans rapport aucun avec la « valeur intrinsèque » de ces obligations ou la capacité de remboursement de la France, et donc le service de la dette est resté le même **depuis vingt ans**, ce qui permet au reste des dépenses de continuer à augmenter puisque le financement ne pose aucun problème.

Cette manœuvre, achat de la dette par la BCE était formellement interdite par les traités qui ont présidé à la création de l'Euro, mais les traités pour les eurocrates, après tout, ne sont que des chiffons de papier, sauf bien sûr si un peuple veut sortir de l'Europe. Alors là, immédiatement ils deviennent plus importants que les

dix commandements.

Le problème de l'État est donc réglé puisque toute la dette qu'il émettra sera achetée par la BCE et, cerise sur le gâteau, cette dette ne lui coutera rien. Nous avons confié les clés de la cave à vins à un sommelier alcoolique et sommes donc en droit d'en attendre des résultats merveilleux, en tout cas, c'est ce que nous dit monsieur Minc.

Nous avons remplacé de fait les impôts par l'impression de monnaie et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, en particulier pour nos technocrates qui du coup, peuvent fort bien se passer des élections et de ces gens qui ne comprennent rien et qui font partie de ce magma informe et quelque peu malodorant que l'on appelle le peuple. Pour le faire tenir tranquille, il suffira de distribuer une toute petite partie de cet argent nouvellement créée à la maréchaussée qui saura le maintenir là où il doit être, à des endroits où nulle personne normale ne va jamais.

Fort bien, mais en détruisant la notion de réserve de valeur et en supprimant les taux d'intérêts qui sont le prix du temps on en arrive automatiquement à détruire aussi la notion d'étalon de valeur puisque du coup la monnaie n'a plus de relation avec le TEMPS.

Je m'explique.

L'intérêt que je touche sur mon épargne est censé me protéger contre l'incertitude du futur. Des taux d'intérêts négatifs veulent donc dire que le futur est **plus certain que le présent**, ce qui est totalement idiot

Le taux d'intérêt est ce qui me permet de me placer dans le temps. Quand il n'y a plus de taux d'intérêts, je ne peux plus faire un choix rationnel entre investir, épargner et consommer et l'économie s'arrête puisque plus personne ne va enlever les billets du matelas pour les mettre à la banque, ou ils seraient utiles.

La vitesse de la monnaie s'écroule, et avec elle l'économie. Nous avons alors une

deflation-depression.

Aucun problème, diront nos apprentis sorciers, il suffira d'interdire les billets et de tout faire passer par les cartes de crédits, ce qui permettra à ces braves gens épris du bien public de savoir à tout moment où je suis et comment je dépense mon argent.

Je ne sais pas si le lecteur a remarqué, mais de nombreuses propositions en ce sens voient le jour en ce moment

Mais bien entendu, cette mauvaise idée ne marchera pas plus que les autres parce que la plus vieille loi économique, dite « loi de Gresham » '*La mauvaise monnaie chasse la bonne* » va se mettre à jouer

Imaginons que je sois obligé de payer uniquement en utilisant mes cartes de crédit mais jamais en billets.

Les billets en dollar, en livre sterling vont se découvrir d'innombrables supporters qui commerceront à utiliser ces supports en évitant avec soin d'utiliser la monnaie officielle et l'euro s'écroulera.

Ce qui veut dire en termes simples que l'Euro, après avoir perdu sa fonction de réserve de valeur, puis sa fonction d'étalon de valeur perdra aussi sa dernière fonction, celle d'outil de transaction et que son prix ira tangentiellement vers zéro, c'est-à-dire que nous rentrerons en hyperinflation, non sans être passé auparavant par une période de déflation comme je l'ai déjà indiqué.

Et c'est en général à ce point de l'histoire que le gouvernement introduit des contrôles des changes et des contrôles des prix, lesquels précèdent de peu les contrôles sur les mouvements de personne avec l'ouverture de quelques goulags et autres camps de concentration où seront collés votre serviteur et bon nombre de ses lecteurs (je suis sûr que les listes existent déjà), ce qui nous donnera l'occasion de mieux nous connaître, mais hélas, l'espérance de vie dans ce genre

d'endroits est assez court.

ACHETEZ DE L'OR.

Retour sur l'ineptocratie

Je viens de passer une journée dans l'est de la France, invité par le Maire d'une petite commune de la Meuse, Culey, que je remercie ici. J'en suis revenu encore plus indigné que je ne l'étais en partant, tant la situation des habitants y est encore plus désastreuse que tout ce que je pouvais imaginer. Je me suis précipité en rentrant sur mon ordinateur pour écrire un compte rendu de ce petit voyage. En l'écrivant, j'ai eu la sensation que j'avais déjà tout décrit avant même d'y être allé. J'ai vérifié, et j'ai retrouvé ce texte que j'ai écrit il y a environ un an et que je reprends in extenso, n'ayant rien à y ajouter.

Que le lecteur veuille bien m'excuser de cet inhabituel accès de paresse mais parfois, nul besoin de ré-inventer la roue.

Je vais me livrer à un petit exercice de style : utiliser les écrits de deux hommes éminents qui m'ont influencé dans mon parcours intellectuel, Bastiat et Milton Friedman pour porter un diagnostic sur ce qui mine notre pays. Et qu'est que ces deux grands hommes ont en commun ? Une chose en particulier : la capacité de me faire rire en parlant d'économie tout en écrivant dans une langue superbe.

Commençons par Bastiat.

Bastiat disait que n'importe quel individu qui voulait s'approprier quelque chose avait le choix pour l'obtenir entre « *travailler ou voler* », et qu'il n'y avait pas de troisième voie. Et qu'il était beaucoup plus fatigant de travailler que de voler, mais que voler pouvait être dangereux. Et donc que le plus simple pour voler est de s'organiser pour capturer l'Etat et autoriser le vol légal, qu'il appelait « *spoliation* ». Voici la citation

« On est d'abord porté à penser que la Spoliation ne se manifeste que sous la forme de ces vols définis et punis par le Code. S'il en était ainsi, je donnerais, en effet, une trop grande importance sociale à des faits exceptionnels, que la conscience publique réproouve et que la loi réprime. Mais, hélas ! il y a la spoliation qui s'exerce avec le consentement de la loi, par l'opération de la loi, avec l'assentiment et souvent aux applaudissements de la société. C'est cette Spoliation seule qui peut prendre des proportions énormes, suffisantes pour altérer la distribution de la richesse dans le corps social, paralyser pour longtemps la force de nivellement qui est dans la Liberté, créer l'inégalité permanente des conditions, ouvrir le gouffre de la misère, et répandre sur le monde ce déluge de maux que des esprits superficiels attribuent à la Propriété. Le vol individuel peut être rare, sévèrement réprimé, mais la spoliation est organisée, légalisée, systématisée. »

Et pourtant à son époque le vol en bande organisée « (*communément appelé socialisme*) » commençait à peine à prendre son vol (si j'ose dire). Nous avons fait beaucoup de progrès depuis !

Venons-en à Milton Friedman, qui disait en riant beaucoup qu'il y avait quatre façons de dépenser de l'argent.

- 1. Je peux dépenser pour moi de l'argent que j'ai gagné moi-même. En général, cet argent est bien utilisé et le montant de satisfaction très élevé.*
- 2. Je peux dépenser de l'argent que j'ai gagné au profit de quelqu'un d'autre. J'achète une moto de compétition pour son anniversaire à mon épouse. L'intention est là, la satisfaction peut-être pas.*
- 3. Je peux dépenser de l'argent que quelqu'un d'autre a gagné, mettons une*

subvention étatique et j'en tirerai une satisfaction certaine, mais il n'est pas certain que cet argent soit mieux dépensé que par celui qui l'a gagné, ou que je vais continuer à toucher ces subventions.

4. *Et enfin, l'argent peut être transféré de mon compte au compte de quelqu'un qui ne l'a pas gagné mais qui devra le dépenser en l'envoyant à une autre personne parce que la Loi lui a donné cette prérogative, et là c'est toujours du grand n'importe quoi.*

Le but de ce petit papier est simplement de montrer qu'en utilisant l'analyse de Bastiat et la typologie de la dépense de Milton Friedman, je peux expliquer tout ce qui s'est passé en France depuis quarante ans, tout ce qui se passe aujourd'hui et prévoir sans grandes difficultés tout ce qui va se passer demain. Au travail donc.

Comme je l'ai souvent rappelé, une Nation est une volonté de vivre ensemble (Renan) et cette volonté de vivre ensemble s'exprime par le fait que la communauté délègue à une entité qu'il est convenu d'appeler « L'ETAT » le monopole de la violence légale. Pour fonctionner cet Etat (je ne sais pas pourquoi je l'honore d'une majuscule, mais c'est une tradition française) a besoin de lever des impôts pour faire face à ses obligations.

Dans ma vie, j'ai rencontré au grès de mes pérégrinations trois sortes de systèmes d'imposition.

- Certains pays levaient des impôts simplement pour assurer le fonctionnement des fonctions régaliennes de l'état. Police, Justice, Diplomatie et Armée. Je pense à Hong-Kong et à Singapour par exemple. La charge fiscale de ces pays se balade entre 15 % et 25 % et ils sont en général en excédent budgétaire et la fraude fiscale y est inexistante.
- Une deuxième catégorie de pays lève des impôts non seulement pour assurer leurs obligations régaliennes mais aussi pour financer tout ou partie d'un certain nombre de dépenses propres à favoriser la cohésion nationale du style éducation pour tous, dépenses de santé ou aménagement du territoire. La charge fiscale dans ces pays, parmi lesquels on peut compter les démocraties du nord de l'Europe sera de ce fait beaucoup plus élevée que dans le premier cas, mais force est de constater que la population supporte assez bien cette pression dans la

mesure où les sociétés sont homogènes et respectueuses de la Loi. Il n'en reste pas moins que les législations fiscales deviennent tellement compliquées et contradictoires qu'une véritable industrie de l'optimisation fiscale se met en place qui utilise beaucoup de gens très compétents à des tâches qui ne paraissent pas bien intéressantes. La fraude fiscale apparaît...

- Et enfin, un certain nombre de pays ont bâti des systèmes qui cherchent à « promouvoir la justice sociale », qui est à la justice ce que la musique militaire est à la musique. L'idée de base de ceux qui parlent de justice sociale est le concept Marxiste que la richesse est un gâteau à taille fixe et que si certains ont une trop grosse part de ce gâteau, c'est qu'ils ont volé ou triché et que l'Etat, dans son rôle d'arbitre impartial (si c'est eux qui en ont la charge bien sûr) doit leur faire rendre gorge. Et donc, la soi-disant Justice Sociale n'est qu'une déclinaison moderne de ce que l'on appelait dans ma jeunesse « l'envie aux dents vertes », condamnée comme tout un chacun le sait par l'un des dix commandements, le dixième si mes souvenirs sont exacts. Là, la fraude fiscale devient quasiment légitime...Fort naturellement, ces pays se retrouvent à financer tous les canards boiteux pour « préserver l'emploi au nom de la justice sociale » pendant que les gens compétents quittent le pays aussi vite que les capitaux, tandis que le poids de l'Etat ne cesse de monter, le nombre de fonctionnaires d'exploser, la corruption de fleurir (comme le disait un humoriste, *quand c'est un fonctionnaire qui donne des licences d'importation, la première chose à acheter est ce fonctionnaire*), les pénuries de voir le jour et les déficits budgétaires d'exploser...

Et le pire est que ce que je décris est un ***processus dynamique*** et non pas un ***état stable*** et ce processus se termine TOUJOURS par la faillite de l'état qui se laisse aller à ce genre de pratiques tout ceci se terminant par un changement de personnel politique ou de régime.... Et je peux fournir autant d'exemples que le lecteur le désire mais en voici quelques-uns : France en 1958, Grande-Bretagne en 1977, URSS en 1990, Venezuela et Algérie aujourd'hui. Les principes sont toujours les mêmes et les résultats identiques. La spoliation étatique ne se stabilise jamais, elle ira toujours vers son but ultime : une pauvreté effrayante pour tout le monde, sauf pour les apparatchiks.

Tout cela est bel et bon mais il nous faut maintenant en arriver au diagnostic sur notre pays.

Commençons par la spoliation.

Je ne suis pas un grand sociologue, mais j'ai vraiment l'impression que si les gens se collent des gilets jaunes sur le dos le samedi, ce n'est pas pour aller à la chasse ou éviter de se faire écraser sur les routes mais bien parce qu'ils en ont assez d'être spoliés.

Et je voudrais rappeler ici que la Démocratie Britannique a commencé en 1689 par le contrôle des dépenses du Souverain par le Peuple. Et je crois avoir remarqué qu'un certain nombre de gilets jaunes veulent arriver à un résultat semblable et pour se faire réclament non seulement un audit des dépenses de l'état pour comprendre exactement où va leur argent mais aussi un référendum d'initiative citoyenne pour pouvoir voter sur la façon dont cet argent allait être dépensé dans le futur.

Tant il est certain qu'une grande partie du peuple de France est convaincu qu'il est l'objet d'un vol organisé, ce en quoi ils ont parfaitement raison.

Venons-en à l'analyse Friedmanienne.

Une partie gigantesque de la valeur ajoutée en France est allouée de fait par des gens qui ne l'ont pas créée, à des gens qui ne le méritent pas vraiment, dans un superbe mélange entre le point numéro trois et le point numéro quatre, sans que les autorités n'y trouvent rien à redire. Prenons un exemple : d'après les sources les plus sérieuses, la fraude à la Sécu coûte 14 milliards d'euro par an et les faits sont connus et confirmés par des rapports de la Cour des Comptes et de l'Inspection Générale de la Sécu, et ce depuis la présidence Sarkozy.

Et pourtant, rien n'a été fait depuis, ni sous Napoléon, ni sous Flanby, ni sous Jupiter. Il y a des gens qui volent 14 milliards d'euro à la communauté depuis des années et tout le monde s'en fout, personne n'agit et le pouvoir politique préfère augmenter le prix de l'énergie au détriment des non frondeurs pour continuer à boucher les trous.

Pourquoi ?

Trois raisons me viennent à l'esprit

- Les courageux qui nous gouvernent ont peur que les fraudeurs ne soient d'un groupe ethnique différent du reste de la population, ce qui pourrait gêner leurs politiques favorables à l'immigration.
- Les mêmes ont peur que l'arrestation des fraudeurs ne déclenche des troubles dans certaines banlieues, ce qui nous ramène au problème bien connu des « territoires perdus de la République » qui sont peut-être perdus pour la République mais lui quand même coûtent très, très cher.
- La troisième raison est de loin la plus grave : il n'est pas impossible que certains hommes politiques soient convaincus que cette fraude, dans la mesure où elle serait commise par ceux qu'ils pensent être les damnés de la terre soit **légitime**, un peu comme les juges du syndicat de la magistrature qui pensent que la victime est toujours coupable et le coupable toujours innocent. Et pour ces pervers du cerveau, condamner le voleur, ce serait dans le fond reconnaître que la propriété privée doit être protégée, ce qui pour eux est une abomination.

Et si ça se passe dans la Sécu, cela doit se passer ailleurs et en particulier au niveau des administrations régionales et territoriales, et à une échelle très supérieure.

Je n'ai donc pas le moindre doute que cela se passe partout en France et que cette forme de corruption peut expliquer bien des résultats électoraux, que parfois je trouve étranges, ou des niveaux de vie que je trouve surprenants.

Ce qui nous amène à la philosophie de notre système fiscal qui, comme chacun le

sait, ne cherche qu'à punir celui qui a réussi. Dans la parabole des talents, le Maître envoie en enfer le mauvais serviteur et donne son talent à celui qui a le mieux fait. Là où l'on voit que le socialisme est proprement d'inspiration diabolique est dans le fait que nos systèmes fiscaux font exactement l'inverse. Ils enlèvent les talents à ceux qui ont bien travaillé pour les filer à celui qui n'a rien foutu, tout simplement parce que celui qui n'a rien foutu est un gros jaloux.

Conclusion

Nous sommes en plein dans une « inaptocratie », là laquelle j'avais consacré il y a longtemps l'une de ces chroniques, définie ainsi par un philosophe britannique :

“L'inaptocratie est un système de gouvernement où les moins capables de gouverner sont élus par les moins capables de produire et où les autres membres de la société les moins aptes à subvenir à eux-mêmes ou à réussir, sont récompensés par des biens et des services qui ont été payés par la confiscation de la richesse et du travail d'un nombre de producteurs en diminution continue.”

(Cette définition avait été reprise par Jean d'Ormesson quelque temps après mon article, qui s'en était attribuée la paternité, ce qui m'avait déçu...)

Nous sommes donc régis par des ineptocrates au profit de bons à rien et voilà un diagnostic qui ne surprendra personne...

Heureusement et comme cela s'est souvent produit dans notre histoire, le peuple se lève et l'on peut espérer que « *les moins capables de gouverner* » vont être renvoyés à leurs chères études.

En fait, je suis surpris que personne ne fasse le rapprochement entre Solidarnosc en Pologne en 1988 et les Gilets Jaunes aujourd'hui tant les protagonistes et le scénario sont les mêmes.

Comme je le dis depuis son élection, dans le fond monsieur Macron est un nouveau Jaruzelski, placé là par les caciques de la mondialisation pour qu'ils puissent continuer à piller tranquillement notre pays. Or ce genre de Quisling affectionne généralement l'usage de la force et donc la force a été utilisée de façon démesurée contre des gens fondamentalement paisibles.

S'il veut que les français se fâchent vraiment, qu'il continue, le résultat est garanti et il lui faudra se réfugier en Grande-Bretagne, comme Napoléon III le fit en son temps.

Je ne doute pas d'ailleurs qu'il y trouvera un poste dans la City, pas rancunière pour un sou.

Pourquoi les Français sont tristes.

Avant- propos : La plupart du temps j'écris sur des sujets tenants à la Logique (en général économique). Mais de temps en temps, je pars en vrillette sur des sujets touchant à la Morale, qui est une autre branche de la Philosophie, branche dans laquelle je suis loin d'être un spécialiste. C'est le cas cette semaine. Mais après tout Adam Smith, se voulait avant tout un moraliste et j'ai toujours pensé que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Et donc voilà ma dernière homélie du Dimanche.

Je viens d'avoir 76 ans et j'ai dû passer les deux tiers de ma vie en dehors de mon pays. Mais je n'ai jamais cessé d'y revenir tant je partage le sentiment de du Bellay dans son poème écrit lorsqu'il était à Rome et que j'ai appris par cœur quand j'avais treize ans.

France mère des arts des armes et des Lois

Tu m'as nourri longtemps du lait de ta mamelle

Ores comme un agneau qui sa nourrice appelle

Je remplis de ton nom les antres et les bois...

.....

France, France réponds à ma triste querelle...

Et à chacun de mes retours j'ai fait la même constatation : les français devenaient de plus en plus tristes. Et cette lente disparition de la joie de vivre en ce pays béni des Dieux est quelque chose de nouveau, car la France, aux yeux du monde entier a toujours représenté le pays où il faisait bon vivre, ce que souligne le dicton allemand/yiddish « heureux comme Dieu en France ». De l'avis général, la France avait toujours été le pays le plus gai d'Europe, ce qui, hélas, n'est plus le cas aujourd'hui.

La question est donc : mais qu'est qui nous est arrivé pour que nous soyons saisis, nous Français, par cette dépression nerveuse collective ?

Et c'est à cette question que je vais essayer de répondre dans la mesure de mes moyens. Il est possible que cette impression soit fausse et ne soit que le résultat du fait que je vieillisse, tant il est vrai que les vieux souvent sentent mauvais, sont grognons et plutôt pessimistes. Mais tout en étant vieux, je ne crois pas sentir mauvais, encore moins être grognon ou pessimiste. Mais rien n'est plus facile que de se tromper sur soi-même.

En tout cas, voilà mes explications sur ce qui m'apparaît comme difficilement niable.

Les soi-disant élites et le système d'enseignement ont tout fait pour détruire dans notre pays ce que Renan appelait « la volonté de vivre ensemble ». Depuis la

présidence de Giscard, tous les dirigeants nous expliquent que nous sommes un pays vieux, petit, fatigué, chargé de crimes historiques et qu'il est urgent d'abandonner notre identité pour nous fondre dans une nouvelle réalité « l'Europe ». Dans le fond « on » ne cesse de nous expliquer qu'il est totalement ringard d'être fier d'être français. Et du coup, les Français se sentent un peu dans la situation de celui ou celle qui aime beaucoup Dalida mais qui n'ose pas le dire en bonne compagnie tant cela le classerait socialement. Jamais dans notre histoire, si ce n'est peut-être à l'époque de l'évêque Cauchon qui jugea Jeanne d'Arc il n'y a eu un tel effort de la part des élites pour détruire l'identité française.

Depuis 1974 (encore Giscard), la France a connu une très forte immigration, et tout le monde sait qu'il est très difficile d'intégrer une population nouvelle, surtout si elle est de civilisation différente, s'il n'est pas fait un effort constant d'assimilation de ces populations à la culture locale. Nos élites, toujours elles, guidées par ce qu'il faut bien appeler la haine de leur propre pays, ont cependant tout fait au nom du multiculturalisme pour que ces nouveaux entrants ne s'assimilent jamais. Et du coup les français ne se sentent plus chez eux et voient pointer des risques de guerre civile.

Et pour mieux détruire les solidarités locales, condition essentielle pour que cette volonté de vivre ensemble perdure, nous sommes devenus une société complètement étatisée. Plus rien n'est décidé à l'échelle locale. Durant les 50 dernières années (encore et toujours Giscard), la part de l'État dans le PIB est passée d'un peu plus de 30% à plus de 57 %, ce qui veut dire en termes simples que nous sommes devenus un pays socialiste. Et le socialisme et le communisme amènent toujours et partout à une insupportable tristesse accompagnée d'une totale laideur. Je me souviens de l'atmosphère qui régnait en Allemagne de l'Est, en Hongrie, en Russie, en Roumanie avant la chute du mur de Berlin et elle était d'une pesante tristesse. Et qui plus est, tout était laid, les nouveaux immeubles, l'art officiel, les habits des hommes et surtout des femmes, les vitrines des magasins, tout était hideux et puait la pauvreté. Vivre sans espoir d'amélioration et dans des lieux qui sont laids engendrent rarement une grande gaieté. Et il faut bien dire qu'une grande partie de la population française, chassée de ses terres d'origine, vit dans la laideur et sans espoir que son sort s'améliore et cela tout simplement parce qu'une partie gigantesque de notre économie vit sous un régime

socialiste et ou communiste...

Ce qui m'amène à une autre question : pourquoi le socialisme et le communisme engendrent ils toujours pauvreté et laideur ? La réponse est toute simple : parce que les décisions y sont prises de façon collective, en général par des comités. Et comme le disait Churchill : « *un chameau est un cheval pur-sang dessiné par un comité* ». Et le chameau est un animal abominablement laid, qui n'est utile que si vous avez à traverser un désert, ce qui n'arrive pas tous les matins.

Mais la réalité est simple : Il n'est de bonheur que dans la prise de risque individuelle, qui sera suivi par la réussite ou par l'échec, cela n'a aucune importance. Car seul l'INDIVIDU crée, il n'y a pas de création collective et il n'y en a jamais eu. En fait, le collectivisme lui empêche toute création et donc tout sentiment de bonheur puisque créer c'est être l'égal de Dieu. Les Français ne peuvent plus créer de beauté là où ils sont, le socialisme ambiant les en empêche. Et cela les rend malheureux.

Ce qui m'amène bien sûr à une autre constatation. S'ils ne peuvent plus créer, il faut leur offrir un autre sentiment de remplacement. Et ce sentiment c'est la recherche éperdue de l'égalité entre tous qui est une impossibilité puisque nous sommes tous différents. Et donc, le socialisme et le communisme reposent sur une force et une seule : l'ENVIE. La société que prône les Piketty de ce monde est une société ***moralement immonde***, car, de tous les péchés capitaux, « l'envie » est le seul qui ne connaisse pas de satisfaction objective. Pour les autres, il existe des satisfactions : le glouton peut bouffer à s'en faire exploser la sous ventrière, l'avare accumuler autant d'or qu'il le peut, le dissolu connaître autant d'aventures qu'il trouve de volontaires, pour l'envieux, rien ne le satisfera, jamais, et son cri de guerre est « *Ce n'est pas tout de réussir dans la vie, encore faudrait-il que mes amis échouent* », car il trouve sa satisfaction dans l'échec des autres. Et même si celui que vous enviez connaît les pires malheurs, vous ne vous en sentirez pas mieux pour autant...

Mais il y a plus.

Comme l'a montré le sociologue allemand Helmut Schoeck dans son livre

« L'envie, ou l'histoire du mal », une société fondée sur l'envie ***ne peut pas ne pas se désagréger*** car l'envie comme principe organisateur de la vie en commun empêche tout lien social de se créer, et du coup, tout le monde est malheureux...Car l'envie enchaîne les gens et les empêche d'être libres et donc de créer. Et une société qui ne crée plus, meurt, toujours et partout.

Ce qui m'amène à une troisième constatation fort bien mise en lumière par Soljenitsyne.

« Dans une société, si les hommes sont égaux, ils ne sont pas libres et s'ils sont libres, ils ne sont pas égaux ». Et donc, les pauvres français, sous la conduite de leurs élites ont changé leur cri de guerre de *« de l'Audace, toujours de l'Audace »* en *« Celui qui est au-dessus de moi est haïssable et celui qui est en dessous méprisable »*.

En termes clairs, et pour reprendre les analyses de Schoeck, les français sont tombés sous l'emprise du Mal, car l'envie a toujours été le péché du plus beau des archanges, Lucifer. Il était le plus beau, mais Dieu lui était supérieur et cela était insoutenable Et ce n'est pas par hasard si le Mal est au cœur de l'œuvre de René Girard qui mit à jour les deux phénomènes structurants par lesquels le Mal se propage, le mimétisme d'appropriation (je veux avoir ce que possède celui que j'admire) et la crise du bouc émissaire (où toute la société se ligue contre un seul homme pour le tuer ou l'exiler alors même qu'il est innocent et que tout le monde le sait). Mais cette exécution, toujours violente, permet à la société de retrouver temporairement une unité factice (Voir « la violence et le sacré » ou 'J'ai vu tomber Satan comme l'éclair » du même auteur).

Quelque part, les Français sont malheureux parce que l'on a remplacé dans leur société le dixième commandement : *Tu ne convoiteras pas la maison de ton prochain ; tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni rien de ce qui est à ton prochain »*, par le cri de guerre du socialisme : *« à l'origine de toute fortune, il y a un crime, et ce crime c'est l'exploitation de l'homme par l'homme »*.

La sagesse millénaire du Peuple Juif nous dit : « Ne regarde pas ce que les autres

ont dans leur assiette. ». Le Marxisme nous dit lui : non seulement tu dois regarder ce que les autres ont dans leur assiette, mais tu dois créer un groupe, un parti, pour reprendre violemment si nécessaire ce que ton voisin en a trop dans son assiette.

Voilà qui est en contradiction directe avec les dix commandements qui définissent les règles pour qu'une société puisse fonctionner pour les remplacer par d'autres fondées sur l'envie et qui elles permettront bien sûr de mentir, de voler, de tuer, de spolier et tout cela avec les meilleures intentions du monde...

Ce que je veux dire est encore une fois très simple : Ce dixième commandement est **unique**, car aucune législation au monde n'a encore émis une loi qui condamne les mauvais désirs ou les projets néfastes, qu'une personne peut cultiver ou élaborer dans son cœur. Cet ordre condamne le **désir d'intention**, c'est à dire la préparation avant le passage à l'acte, en d'autres termes les projets conçus ou mis en place dans la pensée d'un individu pour s'approprier ce qui ne lui appartient pas. Et ce que nous dit le décalogue est que **c'est moi et moi tout seul** qui doit lutter contre ce sentiment ignoble et que mon bonheur sur cette terre est à ce prix. Et ce que nous dit le socialisme c'est tout le contraire : que ce sentiment dégradant entre tous est légitime.

L'envie fait perdre à chacun sa Liberté individuelle et son Libre Arbitre. Le but de ma vie n'est plus de me « *connaitre moi-même* », comme le voulait Socrate mais de me définir par rapport à un autre, que je ne serai jamais. Et cela ne peut engendrer que le malheur et la stérilité.

Et là, comme JF Revel, j'en veux beaucoup aux intellectuels occidentaux.

Le XX -ème siècle a engendré deux idéologies épouvantables le nazisme et le marxisme.

Après la défaite du nazisme, nous avons procédé à une vraie décontamination intellectuelle de cette maladie mentale.

Pour le Marxisme, qui a fait au moins autant de morts, nous n'avons jamais connu l'équivalent du procès de Nuremberg et du coup, les esprits faux qui le professent continuent à empoisonner tous ceux qui les écoutent.

Mais leur objectif a changé et pour le comprendre, il faut revenir à l'essence du Marxisme : La liberté individuelle, le libre arbitre n'existe pas, ma pensée est créée par mon environnement social et par lui seul. Autrefois, si j'étais riche, je pensais comme un riche et donc ma pensée était irrecevable. Aujourd'hui ce n'est plus être riche qui compte mais être blanc. Si je suis blanc, je n'ai rien à dire. Car, si je suis un homme blanc et éduqué, je continuerai à défendre les institutions qui ont permis aux hommes blancs éduqués de dominer le monde, comme la liberté d'expression par exemple ou le refus du crime de blasphème. Et si je suis un homme noir qui pense que ces idées ne sont pas si mauvaises, alors je me ferai traiter « d'Oncle Tom » par tous ces gens dont l'âme est laide. Et si je suis une femme, on me dira que je trahis la cause de l'égalité entre homme et femme...

Dans tous les cas de figures, mes idées deviennent irrecevables et doivent être censurées pour me contraindre au silence.

Et donc les idées qui ont dirigé ma vie : acceptation de la contradiction, méthode scientifique, laïcité, égalité de l'homme et de la femme, interdiction de l'esclavage, responsabilité des élites devant le pays et que sais-je encore cessent de ce fait d'être des absolus qui nous ont permis de sortir de la misère et de la tyrannie pour devenir des idées contingentes qui ne sont après tout que celles développées par quelques vieux mâles blancs il y a bien longtemps.

Et comme une bonne part de ces idées a été développée en France à un moment ou à un autre de son Histoire, le peuple de France, sans très bien comprendre pourquoi sans doute se sent d'une tristesse infinie tant il a l'impression que dans le fond, la France, ce n'est rien de bien spécial.

Et les français meurent de désespoir parce qu'ils sont tombés sous l'influence du Mal.

J'ai fait un rêve

La semaine dernière, j'expliquai que Boris Johnson avait toutes les cartes en main et que la seule solution pour les « remainers » au Parlement Britannique était d'accepter leur défaite pour passer enfin à autre chose. Comme souvent quand je me hasarde en politique, je me suis trompé : les remainers (les hommes de Davos) ont bien accepté le nouveau plan de BOJO lors d'un premier vote, mais se sont crus très malins en votant qu'ils n'avaient pas eu le temps de l'étudier sérieusement, qu'il leur fallait un délai de réflexion et ont donc forcé, contre sa volonté, le Premier Ministre Anglais à demander une nouvelle extension, jusqu'au 31 Janvier 2020.

Nul doute que cette fine manœuvre n'ait été organisé en liaison avec la diplomatie allemande et la technocratie à Bruxelles tant l'on a vu nombre de députés britanniques dans l'Eurostar entre London et Bruxelles, où, après tout, ils n'avaient rien à faire...Le but final et de l'Allemagne et des remainers étant bien sûr que cela dure suffisamment longtemps pour qu'à la fin le Brexit n'ait pas lieu et que l'on se retrouve dans une situation à la française où la population a voté mais où les élites, ayant manœuvré pour que rien ne change, finissent par l'emporter par lassitude de la partie adverse. Et tout semblait se passer comme prévu, avec l'aide du parti travailliste qui, compte tenu de ses divisions internes, n'a aucune envie ni de voir BOJO triompher après le passage de son plan et encore moins de se retrouver devant les électeurs tant une déroute travailliste apparait comme certaine. Ce scenario est encore le plus probable, tant il semble arranger tout le monde, sauf le peuple britannique bien entendu. Mais il en existe peut-être un autre.

J'apprends en effet que BOJO et le Président Français Emmanuel Macron auraient eu de longues conversations qui auraient amené notre Président à prendre la décision de ne pas accepter qu'un nouveau report ait lieu sauf si le Parlement vote le texte dans les jours qui viennent (avant Mardi) ou sauf si des élections sont organisées d'ici le 15 Décembre. Le marché présenté aux remainers est tout simple : Ou vous signez, ou vous acceptez d'organiser des nouvelles élections, et si vous n'êtes pas d'accord pour l'un ou pour l'autre, et bien la France refusera toute prolongation et nous aurons un "HARD Brexit" .Et donc j'en arrive à me demander si par hasard le président Français aurait été touché par la grâce et se mettrait à suivre une politique favorable à la France à la place de soutenir les hommes de Davos... Et c'est cela qui constitue mon rêve, que notre président se rende compte qu'il est en charge des intérêts de notre pays et non pas de constituer un Etat Européen dont personne ne veut.

Si le président Français s'en tient à cette décision, ce qui est loin d'être certain, alors là, nous rentrerions vraiment dans un ordre complètement nouveau en Europe que je vais m'efforcer de décrire dans les lignes qui suivent.

D'abord, cela voudrait dire que la Grande-Bretagne sortira de l'Europe **dans le mois qui vient**. La seule possibilité laissée aux remainers étant de voter à toute allure pour accepter le plan de BOJO, faute de quoi le 31 Octobre la Grande-Bretagne sortira de l'Europe, sans qu'aucun accord n'ait été signé. Ce qui voudrait dire que l'Europe perdait 39 milliards de Sterling (la rançon qu'elle avait accepté de payer pour pouvoir sortir), plus la contribution annuelle de la Grande Bretagne égale à 12 milliards de sterling ce qui signifierait qu'il va falloir augmenter les impôts sur tout le reste de l'Europe (pendant que la Grande-Bretagne baissera les siens), ce qui va déclencher un enthousiasme considérable partout en Europe...

Essayons de voir maintenant qui pourraient être les gagnants et les perdants dans ce qu'il faut bien appeler un renversement des alliances, un peu comme celui qui eût lieu entre la France et l'Autriche et la Prusse et la Grande-Bretagne de l'autre, sous Louis XV.

Parmi les gagnants potentiels, il faut commencer par la Grande-Bretagne qui sortirait de sa période d'incertitude, sa démocratie renforcée par l'épreuve qu'elle

vient de traverser pendant laquelle le Peuple Anglais a fait preuve d'une patience admirable, sans rien céder sur le fond cependant grâce à un premier ministre qui aura fait preuve d'une capacité rare à manœuvrer.

Le deuxième gagnant serait Boris Johnson qui aurait enfin réussi à débarrasser la politique anglaise de la schizophrénie européenne entretenue avec soin par les hommes de Davos locaux, ce qui permettrait au parti Conservateur de redevenir LE parti de gouvernement.

Ensuite, il nous faut mentionner la France.

Le Président Français aurait réussi à trancher le nœud gordien de la présence de la Grande-Bretagne en Europe, en mettant ses pas dans ceux de de Gaulle et en faisant cela, il détruirait l'Europe Germanique que l'on nous proposait comme nouveau projet européen. Je ne suis pas un grand admirateur de notre président (Je pourrai changer cependant s'il continuait à s'occuper en priorité des intérêts de la France), mais là, je dois reconnaître que porter le coup de grâce à un projet fondamentalement dangereux pour les intérêts de la France à un moment où l'Allemagne est terriblement affaiblie économiquement et politiquement, serait faire preuve d'une grande maîtrise dans ce qui doit être la qualité principale d'un dirigeant : Saisir les opportunités quand elles se présentent, sans tergiverser et sans états d'âme.

Qui plus est, Macron aurait rendu dans ce cas un fier service à la Grande- Bretagne qui, étant libre à nouveau de sa diplomatie et de ses relations commerciales saurait un jour ou l'autre récompenser la France de son coup de main à un moment important (Alliance militaire franco-anglaise ?).

Enfin, nul doute que le Président Trump ne découvre instantanément de multiples qualités à son petit protégé, ce qui ne saurait nuire avec un homme aussi volatil que le leader américain.

Reprendre le contrôle politique de l'Europe qui avait été abandonné par nos gouvernements à l'Allemagne depuis la Présidence de Mitterrand, tout en se

faisant bien voir et de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, voilà qui apparaîtrait comme un très joli coup pour notre président et ce coup pourrait bien assurer sa réélection.

Venons-en aux perdants.

Le vrai perdant serait l'homme de Davos, l'Oint du Seigneur de base, qui gérait les affaires « européennes » sans que personne ne l'ait élu pour ça et sans que l'on puisse le virer. Il s'agirait donc d'une défaite en rase campagne pour les technocrates Bruxellois dont le prestige subirait un coup mortel. Nul doute que bien des pays ne demandent ensuite, en s'appuyant sur le départ du Royaume Uni, de démocratiser les institutions bruxelloises... Commission, Cour Européenne de Justice, Parlement, tout devrait y passer et vite ...ce qui serait une bonne, une très bonne nouvelle.

A cette catégorie fort déplaisante, il faudra rajouter en second tous les « remainers anglais » qui ont empoisonné la vie du parti Conservateur Britannique depuis la démission de Madame Thatcher et qui se retrouveraient au tapis, et pour le compte. Sans aucun doute, Boris Johnson connaissait par avance la position qu'allait prendre le Président Français puisqu'ils en avaient discuté ensemble et il a tendu un très joli piège dans lequel les remainers ont sauté à pieds joints. Pour le reste des temps, alors même que le Peuple Britannique s'était prononcé pour la sortie, les remainers vont apparaître comme des gens qui ont soutenu que les décisions importantes touchant à la Souveraineté Britannique devaient être prises à Bruxelles ou à Berlin, et non pas à Londres, ce qui ne va guère les aider pour leurs réélections le moment venu. Se faire élire par le peuple lorsque l'on a constamment préféré l'étranger à sa patrie est en général difficile, très difficile...

Ensuite, nous trouverons madame Merkel qui sera rendue responsable d'un désastre diplomatique sans précédent pour l'Allemagne. Ce qui sera parfaitement mérité car elle a négocié uniquement avec les Anglais -et principalement les remainers- et les technocrates de Bruxelles, pour défendre les intérêts de l'Allemagne, sans se préoccuper en quoi que ce soit des intérêts de la France, de la Pologne ou de la Hongrie ou du reste de l'Europe, tant elle était obsédée par le fait qu'il fallait protéger les exportations de voitures allemandes vers la Grande-

Bretagne ce qui, à l'évidence, n'a pas échappé à Paris.

La quatrième victime de ce coup diplomatique, s'il avait lieu, serait bien sûr le rêve de créer une Europe Germanique, l'idée Française étant plutôt que ce dont l'Europe avait besoin, c'était d'une Allemagne européenne, comme au temps d'Adenauer. Ce projet de créer une Europe Germanique s'effondrerait avec fracas et madame Merkel en serait totalement responsable. Quelque part, le continent européen a été géré depuis l'arrivée de l'Euro, par des Allemands, au profit exclusif de l'Allemagne, qui a exercé une pression concurrentielle monstrueuse sur ses voisins, et jamais les gouvernements allemands n'ont fait le moindre effort pour essayer de stabiliser les pays les plus fragiles, en relançant par exemple les dépenses d'investissements Outre-Rhin ou en baissant les protections réglementaires dont bénéficient les secteurs de service en Allemagne, où nos voisins ne sont guère compétitifs. L'Allemagne est profondément mercantiliste, elle est persuadée qu'avoir des comptes extérieurs excédentaires est une preuve de bonne gestion, et elle l'est restée depuis que l'Euro existe, condamnant de ce fait les autres pays européens à la dépression, et elle en paiera le prix si le président Français tient bon...

Parmi les perdants, il nous faut enfin mentionner un homme, Nigel Farage, qui a été fort utile, mais qui va sans doute pouvoir retourner dans la City ayant la sensation qu'il a fait ce qu'il fallait faire pour sortir son pays de l'impasse Européenne...et je crois qu'il serait sans aucun doute très content de se retrouver dans cette position de perdant-vainqueur.

Ces gagnants et ces perdants sont tout à fait évidents et je ne crois pas que l'on puisse être en désaccord avec moi sur **qui** aurait gagné et **qui** aurait perdu.

Reste à considérer maintenant quelles pourraient être les victimes collatérales de ce coup d'éclat, ou d'état perpétré par le Président Français.

Et le sujet le plus important dans cette discussion est bien entendu l'Euro, la gouverneure de la BCE étant maintenant une femme, ce qui n'est guère important, mais française, ce qui pourrait l'être, ce qui ne manque pas de sel...

Il me semble que tous les pays du Sud pourraient sauter sur l'occasion pour essayer de sortir du carcan imposé par la Bundesbank et la Commission, par exemple en autorisant les déficits budgétaires à exploser. Ce qui devrait foutre une trouille considérable aux épargnants allemands qui, ne touchant plus rien sur leur épargne, se consolaient en se disant qu'ils étaient en DM mais qui risquent de se dire qu'ils sont maintenant en Lires Italiennes ou en Franc Français, sur lesquels ils ne toucheront toujours rien mais qui en plus vont se casser la figure. Je devine l'enthousiasme de l'épargnant allemand à cette idée... Si l'équation de base passe de (euro =dm) à (euro =Lire Italienne ou FF), j'imagine que les flux de capitaux sortant d'Allemagne vont être monstrueux. Et à mon avis, mon bourgeois allemand va se précipiter sur la Livre sterling, sur la Couronne Suédoise, toutes deux extrêmement sous évaluées et peut-être aussi sur les propriétés en Espagne ou en France (il n'y a rien à vendre en Italie). En désespoir de cause, il ira aussi sur le dollar US ou Canadien (très bon marché aussi pour ce dernier) et peut-être, pour les plus aventureux, sur les monnaies asiatiques dont le Yuan Chinois.

Si ces mouvements devaient entraîner une vraie baisse de l'euro, cela signifierait que l'Europe du Sud redeviendrait compétitive et que la sous performance des actions du vieux continent qui dure depuis vingt ans au moins va enfin s'interrompre.

Voilà qui me forcerait à réfléchir à nouveau, ce qui est un exercice douloureux entre tous. Je vais m'y mettre bien sûr, mais avant je veux être bien certain que notre président va vraiment franchir le Rubicon. Mais je sais déjà que cette réflexion va porter sur un point et un seul : ce qui risque de se passer en Europe dans la semaine qui vient est-il suffisamment important pour que je réviser mes positions ? Je n'en suis pas sûr, pas encore, mais en tout cas je sais déjà que l'investisseur français, lui, devrait se précipiter en Grande-Bretagne pour y faire ses emplettes.

La Grande- Bretagne serait en effet enfin débarrassée de la tyrannie des hommes de Davos et des Oints du Seigneur. Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, je me permets d'ajouter une rapide mise à jour de mon récent article « Trump contre l'Etat profond »

Pour ceux qui s'intéressent à ce qui se passe aux USA (voir mon article Trump contre l'Etat profond), les choses semblent s'accélérer. Le procureur Durham qui mène l'enquête sur la tentative de coup d'Etat mené par l'Etat profond contre Trump vient d'annoncer qu'il va passer de l'instruction à la mise en examen et qu'il va commencer à inculper de hautes personnalités... il se murmure que ce pourrait être le patron de la CIA, du FBI ou du NAS ou encore la ministre de la Justice d'Obama, et Obama pourrait être impliqué aussi... Ces révélations risquent d'être corroborées par le rapport de l'inspecteur général du ministère de la justice, monsieur Horowitz, un démocrate bon teint, et ce rapport, qui va être remis dans les jours qui viennent, serait totalement explosif.

Si la moitié de l'administration Obama allait en taule tenir compagnie aux Clinton, voilà qui changerait sans doute les perspectives pour les élections présidentielles aux USA de Novembre 2020, ce qui expliquerait aussi fort bien la tentative actuelle de déposer le Président Trump (impeachment), mais cette manœuvre apparaît de plus en plus comme une tentative désespérée de l'Etat profond d'allumer une sorte de contrefeu tant que cela est encore possible.

Bien entendu, la presse française sera la dernière à croire à la culpabilité de Trump et ne vous informera de tout cela que trop tard et par un entrefilet en page quatre ou cinq.

La double bonne nouvelle qu'il me faut souligner en conclusion de ce papier atypique est que l'état profond mondial est peut-être à la veille de subir une effroyable déroute aussi bien aux USA qu'en Grande-Bretagne. Le président Français, Barr, le ministre de la Justice américain, Boris Johnson, le président Trump doivent être l'objet de pressions et de menaces inimaginables.

Croisons les doigts. Le monde va peut-être redevenir viable si les vraies crapules perdent le pouvoir ou vont en prison.

Mais, bien sûr, il ne s'agit que d'un rêve.

Les forces de la réaction mondialiste défaites en rase campagne, ou l'Austerlitz de Boris Johnson

Je dois l'avouer, j'ai un faible pour Boris Johnson (BOJO) et pour une raison très simple: il est tout ce que j'aime chez les Anglais. Le personnage est foutraque, désorganisé, extrêmement cultivé, intimement convaincu d'être absolument unique et totalement imprévisible, ce qui fait que tous ceux qui, eux, sont complètement prévisibles le méprise autant que Rommel méprisait Montgomery ou Napoléon les « boutiquiers Anglais ». Et chacun doit se souvenir ici de qui a gagné en fin de parcours...

Car, comme d'habitude, le désorganisé vient d'infliger aux forces prévisibles de la réaction une défaite en rase campagne, tant celles-ci-ci ne s'attendaient pas à le voir apparaître là où il est, un peu comme les troupes autrichiennes au matin de la bataille d'Austerlitz quand elles ont vu les troupes de Napoléon se pointer là où elles ne les attendaient pas.

Bien sûr, je peux me tromper tant cette histoire est compliquée et après tout je ne suis pas un juriste spécialiste du droit Anglais, et cela ne serait pas la première fois que cela m'arriverait, mais je veux expliquer quand même comment Boris a peut-être roulé dans la farine tous ses opposants, tant je trouverais l'histoire amusante si par hasard j'avais raison.

Commençons par un rappel.

En trois mois, Bojo (Boris Johnson) a obtenu plus de résultats que Madame May en trois ans.

1. D'abord, il a obtenu la réouverture de vraies négociations. Jusqu'à son arrivée, la thèse de Juncker et autres Barnier était simple : les accords signés par Madame May étaient les meilleurs possibles et rien ne devait changer. En un rien de temps, il a fait sauter ce verrou.
2. Ensuite, il a fait disparaître le cadre des négociations acceptée par Mrs. May, le fameux back stop. Grosso modo, la Grande-Bretagne avait accepté de rester dans l'union douanière, de continuer à payer sa quote-part au budget européen tout en n'ayant plus aucune participation à la prise de décisions par les autorités de Bruxelles et en restant sous le joug des cours européennes de justice. Il s'agissait d'une capitulation en bonne et due forme et en aucun cas d'un Brexit. Tout cela a été abandonné.
3. Dans le nouvel accord accepté par les Européens, l'île comprenant l'Angleterre, le pays de Galles et l'Ecosse sort définitivement de l'Union Européenne et retrouve sa totale souveraineté juridique, ce qui est essentiel. En plus de retrouver sa souveraineté juridique, la Grande-Bretagne sort complètement aussi de la zone douanière européenne et retrouve sa liberté de signer des accords commerciaux avec qui elle veut et quand elle veut. Nous avons donc affaire à un VRAI Brexit.
4. Pour L'Irlande du Nord, elle doit se conformer aux accords du vendredi Saint ayant mis fin à la guerre civile en Ulster or cet accord prévoit qu'il ne peut pas y avoir de contrôle des marchandises ou des personnes entre les deux Irlande... Une solution compliquée a été trouvée qui sauvegarde les intérêts de l'Ulster puisque le Parlement de l'Irlande du Nord pourra remettre en cause ces accords une fois tous les quatre ans si ce Parlement le souhaite.

En contrepartie, la Grande-Bretagne s'engage à payer les 39 milliards de sterling réclamés (sans aucune justification) par les européens, à ne pas se livrer à un dumping social, monétaire, écologique ou fiscal contre les autres pays européens et à organiser la sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe au travers d'un processus un peu plus lent que ce qui était prévu au départ.

- La conclusion est simple : l'accord de madame May n'avait rien à voir avec

un Brexit.

- L'accord négocié par BOJO et accepté par les Européens est un Brexit en bonne et due forme et n'a strictement rien à voir avec ce qui avait été signé auparavant.

Reste à le faire passer devant le Parlement Britannique, où 75 % des parlementaires avaient voté CONTRE le Brexit, ce qui n'est pas une mince affaire.

Et c'est là où cela devient amusant.

Les « remainers », c'est-à-dire ceux qui étaient contre le Brexit, pour empêcher BOJO de « jouer la montre » avait fait passer une loi qui précisait que si le Parlement refusait de voter en faveur du projet de BOJO, alors le premier ministre en place DEVAIT demander une prolongation d'au moins trois mois pour que les négociations puissent continuer et pour se faire DEVAIT envoyer une lettre à la Commission demandant une prolongation jusqu'au 31 Janvier 2020.

L'idée des partisans du maintien en Europe étant bien sûr que, de refus en refus, les électeurs se lasseraient peut-être et que le Brexit finirait par ne pas avoir lieu.

Le parlement ayant collé un amendement qui valait refus au projet de Brexit qui vient d'être présenté aux députés à Londres, BOJO a donc rédigé la lettre comme il s'y était engagé, ***mais a refusé de la signer*** et y a joint une autre lettre, signée celle-ci, demandant à ses partenaires du continent d'expliquer aux parlementaires britanniques qu'il n'y a plus rien à négocier et que c'était à prendre ou à laisser.

- Ce qui met les européens dans une situation difficile puisque dans la déclaration européenne des Droits de l'Homme, dont la Grande-Bretagne est signataire, il y a un article qui prévoit que si un chef de gouvernement est forcé de signer contre ses convictions un traité, alors ce traité est nul et non avenu. Ce qui est EXACTEMENT le cas de la loi forçant BOJO à écrire sa lettre.
- Et ce qui met surtout les « remainers » dans une situation impossible. En effet, le seul choix qui leur reste est soit de voter pour le plan de BOJO, soit de refuser de voter pour ce plan et dans ce cas de figure, comme il est

déjà trop tard pour changer de Premier Ministre ou pour dissoudre le Parlement, nous aurions une sortie de la Grande-Bretagne **sans aucun accord** le 31 Octobre au soir.

Et donc le choix est simple : ou tous les traîtres à la nation qui s'opposaient à la volonté populaire en utilisant artifice de procédure après artifice de procédure votent pour le Brexit de BOJO, ou bien alors, la Grande-Bretagne sort sans aucun accord.

Pour être clair, BOJO leur dit : *“La maison est en feu, vous préférez sauter du dixième ou du vingtième étage ?”* En connaissant un certain nombre, je n'ai aucun mal à imaginer leur rage à l'idée de s'être fait piéger comme des rats par quelqu'un qu'ils méprisent, car ces gens-là méprisent tous ceux qui aiment leur pays qui par définition, ne peuvent être “que des imbéciles faciles à tromper”.

Tout cela est tellement bien ficelé que j'en suis à me demander si BOJO dont la majorité ne tenait que grâce aux dix députés « DUP » de l'Irlande du Nord n'aurait pas demandé par hasard à ces braves gens de voter CONTRE son gouvernement lors du dernier vote pour que les termes du choix soient aussi clairs que possibles : ou mon accord, ou pas d'accord du tout, ce qui serait encore préférable. Car après tout, je suis bien persuadé que BOJO en son for intérieur ne verrait aucun mal à une sortie sans accord qui lui permettrait d'économiser 39 milliards de sterling, ce qui n'est pas rien. Et si une sortie brutale devait se produire, ce ne serait pas, hélas, de son fait mais bien à cause des « remainers » qui ont amené à la catastrophe d'une sortie sans accord en tombant dans les pièges qu'ils avaient creusé pour ce pauvre Boris...

Ce qui m'amène à mon souci principal souci habituel : Comment gagner de l'argent sans travailler ?

La réponse est simple.

Le temps est venu de surreprésenter la Grande-Bretagne dans les portefeuilles en vendant par exemple l'Allemagne, quoique je doute que beaucoup de lecteurs de l'IDL aient la moindre action allemande...Pour être bref, cela fait deux ans que la

bourse dit de vendre l'Allemagne et d'acheter la Grande-Bretagne, le plus bas relatif ayant été atteint en Novembre 2017, mais il n'est pas trop tard puisque nous sommes encore à plus d'un écart type de la moyenne historique de la relation, la bourse britannique étant de 20 % sous-évaluée par rapport à la bourse allemande...

Et ce qui est vrai de l'Allemagne est vrai des autres pays de la zone Euro. Ayez votre cash en sterling et vos actions en sociétés domestiques Anglaises, mais continuez à éviter les banques et si vous le pouvez, le moment est venu d'acheter de l'immobilier à Londres.

